



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Deuxième chambre

La demande d'avis introduite le 28 avril 2023 par le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement de la Communauté française, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'portant exécution du décret relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires', portant le numéro 73.536/2 du rôle de la section de législation du Conseil d'État, a été rayée du rôle le 31 mai 2023, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.